

## LA POLITIQUE CONTINENTALE DES RESSOURCES NATURELLES

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Pour reprendre les termes du vice-premier ministre, la déclaration farfelue que j'ai citée ne venait pas d'un quelconque fonctionnaire américain. Elle ne venait même pas de Clayton Yeutter. Elle ne venait même pas du secrétaire au Trésor, cet ami intime du ministre des Finances. Elle venait du président des États-Unis.

Vous savez, monsieur le Président, qu'en 1844 nos amis américains avaient un slogan «54/40 ou c'est la guerre». Ils voulaient faire remonter la frontière quelque part dans les parages de Prince Rupert. Un an après, en 1845, nos amis américains parlaient de leur «destinée manifeste», qui traduisait leur désir de diriger tout le continent. Et encore en 1952, sous la Commission Paley, les États-Unis ont inventé le nouveau slogan «Les ressources naturelles au service de la liberté». Ils voulaient une politique énergétique continentale. Maintenant ils l'ont.

J'aimerais demander au vice-premier ministre comment il se fait qu'après 140 ans d'efforts de la part des Américains pour obtenir l'hégémonie continentale, pour se donner une politique continentale des ressources naturelles, le gouvernement a préféré accepter leur politique continentale des ressources plutôt que de nous donner une politique nationale des ressources et une politique énergétique pour édifier notre propre économie à partir de ces ressources.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, les conclusions du très honorable chef de l'opposition sont tout à fait erronées. Le fait est que nous avons un Accord sur l'automobile depuis 22 ans, qui est réellement un accord de libre-échange.

**M. Broadbent:** Non, pas du tout.

**M. Mazankowski:** Il prétend que nous sommes moins Canadiens par le fait de cet accord de libre-échange économique, qui a fait passer nos exportations de 1,2 à 64 milliards de dollars, qui a fait passer les emplois de 80 000 à 130 000; qui a fait augmenter les investissements d'environ 10 milliards de dollars au cours des dix dernières années? Sommes-nous moins Canadiens à cause de cela, monsieur le Président? Est-ce là ce qu'affirme le chef de l'opposition?

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Monsieur le Président, le vice-premier ministre a tort de prendre l'Accord sur l'automobile comme exemple de libre-échange. C'est un accord sectoriel qui garantit au Canada une participation, des emplois, l'emploi de Canadiens et une part du marché automobile.

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Ce à quoi le gouvernement a donné le feu vert, c'est la rupture des liens Est-Ouest en matière énergétique. Maintenant, notre énergie est orientée vers le Sud. Voilà exactement ce que donne cette politique.

## Questions orales

**Des voix:** Bravo!

[Français]

## LA SOUVERAINETÉ CULTURELLE—LES MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition):** Monsieur le Président, d'après des documents révisés et encore révisés fournis par le représentant au commerce américain, l'Entente de libre-échange donne aux États-Unis le droit de réclamer une compensation. Si des mesures prises à l'avenir par le Canada dans le secteur culturel nuisent à leurs intérêts—je pose cette question au vice-premier ministre—pourquoi le gouvernement a-t-il signé une entente qui permet aux Américains d'exercer des représailles contre nous si nous prenons des mesures pour protéger notre culture? Comment en est-on arrivé à cette situation puisque le premier ministre du Canada a déclaré à plusieurs reprises que la culture n'était pas sur la table des négociations avec les États-Unis?

• (1425)

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, le gouvernement du Canada n'a jamais signé ce document dont l'honorable député donne une fausse interprétation.

Citation pour citation, je rappelle à l'honorable chef son livre *Politics of Purpose*, dans lequel il parle de la position des gens. Une conversion bien pratique de sa part. Voici ce qu'il aurait consenti aux États-Unis. Il pourrait peut-être expliquer cette conversion à la Chambre et à la population. Il a déclaré à la page 183:

Nous accepterions peut-être d'exporter notre eau, non pas contre de l'argent (comme nous l'avons fait lorsque nous avons vendu notre électricité dans le cadre du traité du fleuve Columbia) mais contre l'accès à vos marchés.

Le chef de l'opposition est-il toujours de cet avis?

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** C'est scandaleux, scandaleux!

**Une voix:** Turner la girouette.

## LES POLITIQUES CULTURELLES—L'INCIDENCE DE L'ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

**Mme Sheila Finestone (Mount Royal):** Le premier ministre, la ministre du Commerce international et la ministre des Communications ont déclaré que le gouvernement protégerait nos industries culturelles dans toute négociation commerciale. Les Canadiens hésitent, avec raison, à faire confiance au gouvernement. Nous savons maintenant qu'il a apporté des modifications aux subventions postales et qu'il a aboli les droits de douane sur les enregistrements sonores et les imprimés. Il existe également un document révisé du 8 octobre dont le vice-premier ministre nous dit qu'il n'est pas réel. On peut néanmoins y lire ceci: «Cependant, les États-Unis se réservent le droit de remédier à tout effet commercial négatif des mesures culturelles que le Canada pourra prendre à l'avenir».